



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 06/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MICHEL SAS

150 rue de Pfastatt
68260 Kingersheim

Références : 0006703775_2024_10_10_Michel_Cernay_SuivEch
Code AIOT : 0006703775

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement MICHEL SAS implanté Faubourg de Belfort 68700 Cernay. L'inspection a été annoncée le 26/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHEL SAS
- Faubourg de Belfort 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006703775
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MICHEL SAS exploite à Cernay une carrière de type alluvionnaire. Le site est actuellement à l'arrêt.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure du 14/09/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Dispositions de remise en état	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2024
5	Suivi écologique	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Surveillance des eaux	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	pluviales			
7	Banquettes périphérique de protection	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2024

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 2	Levée de mise en demeure
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 3	Levée de mise en demeure
3	Formation du personnel	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 4	Levée de mise en demeure
8	Émissions de poussières	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 9	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité aux prescriptions des articles 2, 3, 4 et 9 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 septembre 2023.

Toutefois, le service d'inspection a relevé que 4 articles de cet arrêté ne sont pas encore respectés. L'exploitant a transmis pour deux d'entre eux une information écrite demandant le report de l'échéance au 30/11/2024. Concernant le respect de la limite autorisée de rejet de MEST, l'exploitant doit démontrer l'efficacité des mesures engagées dans le temps. Il n'est donc pas proposé de sanction administrative au préfet sous réserve de la transmission des justificatifs demandés dans les délais requis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 28-2-5 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé : <i>« Les résultats d'analyse doivent faire apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable. [...] »</i>
Constats : Par mail du 18 décembre 2023, l'exploitant transmet un tableau faisant apparaître une nouvelle colonne concernant les commentaires sur la conformité des résultats obtenus. Les référentiels utilisés sont les valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable.

L'exploitant a remédié à la non-conformité, la mise en demeure peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 29 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :</p> <p>« [...]Au niveau de la distribution/ravitaillement en carburant, et à proximité des stockages, les installations doivent disposer d'au minimum :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 bac de 100 litres d'agent fixant, neutralisant, absorbant, avec pelle et couvercle, à proximité des stockages, à proximité de la bouche de dépotage de carburant et au niveau de l'aire de distribution, • une couverture spéciale anti-feu, à proximité de l'aire de distribution. <p>[...] ».</p>
<p>Constats : Par courrier en date du 13 octobre 2023, l'exploitant présente une photo de la mise en place des éléments manquants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • bac de 100 litres avec pelle et couvercle ; • couverture anti-feu. <p>S'étant déplacé sur site, l'inspection des installations classées constate la présence de ces éléments à proximité de la bouche de dépotage de carburant et au niveau de l'aire de distribution.</p> <p>L'exploitant a remédié à la non-conformité, la mise en demeure peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 4
Thème(s) : Autre, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 29 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :</p> <p>« [...] Les agents doivent être initiés à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraînés périodiquement à cette lutte. L'exploitant doit pouvoir justifier de cette formation.[...] ».</p>
<p>Constats : Au cours du contrôle du 26 juin 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la formation de la totalité des agents susceptibles d'intervenir dans l'établissement.</p> <p>Par courriel du 18 décembre 2023, l'exploitant transmet un justificatif de formation aux moyens de lutte contre l'incendie pour l'agent qui n'avait pas subi cette formation.</p>

L'exploitant a remédié à la non-conformité, la mise en demeure peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Dispositions de remise en état

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 5
Thème(s) : Autre, Dispositions de remise en état
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 30 modifié de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :</p> <p>« [...] Échéancier particulier de réalisation</p> <p><i>L'espace de hauts-fonds en partie Nord de la presqu'île Est et le cortège de mares pour batracien associé :</i> <i>Au plus tard le 30 décembre 2020</i> <i>La zone de hauts-fonds en partie Nord de la presqu'île Ouest :</i> <i>Au plus tard le 30 décembre 2020</i></p> <p><i>La zone de hauts-fonds en partie Sud de la presqu'île Est et le cortège de mares pour batracien associé : Au plus tard le 30 décembre 2022</i> <i>Les dépressions propices au Crapaud calamite en berge Est :</i> <i>Au plus tard le 30 décembre 2022 [...] ».</i></p> <p>Constats : L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 septembre 2023 donnait une échéance à 7 mois pour la réalisation des aménagements en faveur des batraciens, donc en avril 2024. L'exploitant s'était dans un premier temps engagé à effectuer les travaux en février 2024, mais l'exploitant a indiqué que ces opérations se sont avérées impossibles compte tenu des conditions météorologiques défavorables et de la hausse du niveau du plan d'eau. En outre la réalisation de tels travaux est proscrite pendant la période de reproduction des amphibiens (mars à août). Dans ce contexte, l'exploitant a demandé par lettre du 22 mars 2024 à obtenir un délai supplémentaire jusqu'à la fin du mois de novembre 2024.</p> <p>Lors du contrôle, il a été constaté que les travaux n'ont pas été réalisés, pour les raisons précitées, et l'exploitant a rappelé son engagement à réaliser ces aménagements avant la fin du mois de novembre 2024. Compte tenu du contexte et des justifications apportées, aucune sanction administrative n'est proposée à ce stade.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant transmette un justificatif de la réalisation des aménagements précités avant le 30 novembre 2024. Passer ce délai des sanctions administratives seront proposées au préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : le 30 novembre 2024

N° 5 : Suivi écologique

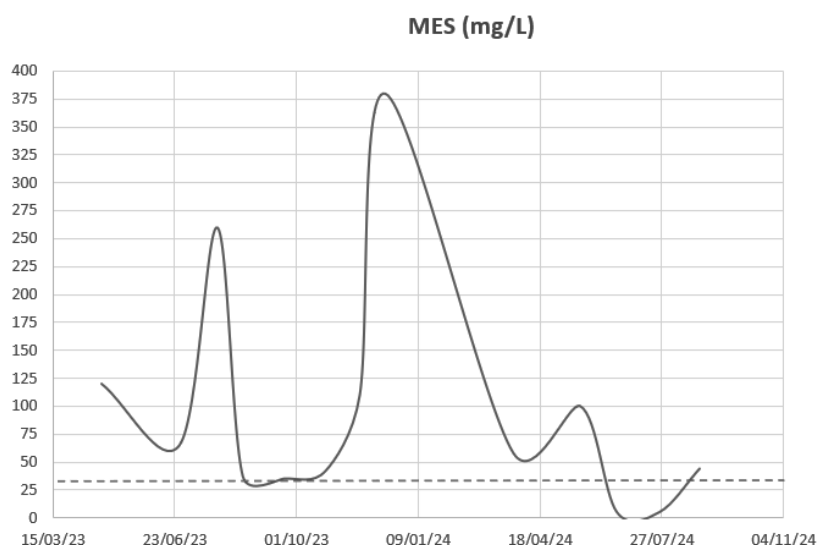
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 6

Thème(s) : Autre, Suivi écologique
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 30 modifié de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :</p> <p>« <i>Suivi écologique : l'exploitant instaure un suivi écologique s'agissant des aménagements réalisés pour le développement des batraciens avec un spécialiste de son choix et selon le phasage de réalisation des aménagements ; à cet effet et après concertation avec un spécialiste dans le domaine du suivi des batraciens il propose au préfet dans un délai de 6 mois un échéancier de visites. Ces visites doivent donner lieu à un compte rendu de visite transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 décembre de l'année de la visite. ».</i></p>
<p>Constats : Le suivi écologique n'a pas été mis en place.</p> <p>L'exploitant mentionne que les aménagements en faveur des batraciens ayant pris du retard, ce suivi écologique n'est pas mis en place (voir point précédent du présent rapport). Il a toutefois présenté au service d'inspection des devis réalisés auprès d'écologues du secteur afin de mettre en place un suivi dès les aménagements réalisés.</p> <p>Compte tenu du contexte, il n'est pas proposé de sanctions administratives à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que dès le fin des travaux des aménagements en faveur des batraciens, et au plus tard dans un délai d'un mois, l'exploitant justifie à l'inspection des installations classées de la mise en place effective du suivi écologique ainsi que de la mise en place de l'échéancier de réalisation des visites. Passer ce délai des sanctions administratives seront proposées au préfet.</p> <p>L'exploitant transmettra conformément à la prescription susvisée le compte rendu de visite avant la fin du mois de décembre 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 23-2 modifié de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :</p> <p>« [...] Les eaux pluviales de ruissellement de l'aire de dépotage/distribution de carburant seront drainées et dirigées vers un dispositif de traitement du type décanteur/déshuileur, adapté à la pluviométrie, équipé d'un dispositif à obturation automatique, avant d'être infiltrées au droit du site. Ces eaux pluviales sont infiltrées en respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • matières en suspension totales (MEST), concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90-105), [...] <p>».</p>
<p>Constats : L'exploitant a engagé une démarche de recherche et d'action corrective afin de respecter la VLE de 35 mg/l. Il a effectué un curage du dispositif en mars 2024 et a augmenté la fréquence de nettoyage de l'aire de ravitaillement, La qualité des rejets s'en trouve améliorée, bien que des insuffisances subsistent.</p>

En effet, il est présenté à l'inspection des installations classées les résultats du suivi de la qualité des eaux pluviales, s'agissant des matières en suspensions totales (MEST) au niveau du séparateur hydrocarbure SH01, repris dans le schéma ci-après.



Les résultats des mesures de MES en juin et juillet 2024 sont inférieurs à la limite réglementaire fixée à 35 mg/l.

Le résultat de la mesure du mois d'août est supérieur à 35 mg/l (résultat à 44 mg/l) mais inférieur à 70 mg/l (au double de la limite). En effet, l'Inspection observe que les prélèvements sont réalisés en instantané or l'article 18.2.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994 précise que « Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension [...] aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites ».

Compte tenu de ces éléments, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant confirme l'efficacité des dispositions mises en œuvre en transmettant à l'inspection des installations classées les résultats des mesures pour les mois de septembre et octobre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Banquettes périphérique de protection

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 8

Thème(s) : Autre, Banquettes périphérique de protection

Prescription contrôlée :

Dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 9 de l'arrêté modifié du 16 février 2006 susvisé :

« Au plus tard le 31 janvier 2021, la partie Nord de la banquette périphérique de protection en bordure Est de la carrière aura été reconstituée pour une largeur de 10 mètres entre les points G2 et H2 dont il est fait état à l'article 3 ».

<p>Constats :</p> <p>S'agissant de l'avancée de la reconstitution de la banquette périphérique de protection en bordure est de la carrière sur une largeur de 10 mètres entre les points H2 et G2, l'exploitant a déclaré par courrier du 22 mars 2024 que les travaux n'ont pu être effectués en raison des conditions météorologiques.</p> <p>Lors du contrôle, il a été constaté que les travaux n'ont pas été réalisés et l'exploitant a rappelé son engagement à réaliser ces banquettes avant la fin du mois de novembre 2024.</p> <p>Eux égard aux engagements pris par l'exploitant, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant justifie de la réalisation effective des travaux le 30 novembre 2024 au plus tard. Passer ce délai des sanctions administratives seront proposées au préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : le 30 novembre 2024</p>

N° 8 : Émissions de poussières

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 24 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé :</p> <p>« <i>L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.</i> <i>[...] ».</i></p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant des émissions de poussières au niveau du chargement de Graves Reconstituées Humides (GRH), l'exploitant déclare que les émissions de poussières ont été causées par le fait que le système est également utilisé afin de charger des granulats secs.</p> <p>Il a été constaté la présence d'un système d'aspersion ajouté afin d'abattre les poussières lors des chargements de matériaux secs.</p> <p>L'exploitant a remédié à la non-conformité, la mise en demeure peut être levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>